

# ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

DEUXIÈME SESSION

---

## Projet de loi n° 79

Loi facilitant la conversion  
au système international d'unités (SI)  
et à d'autres unités couramment utilisées

---

Première lecture

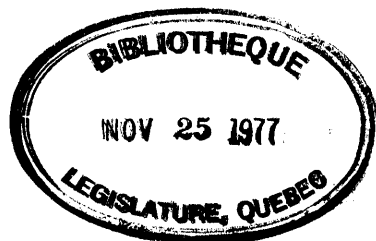
---

PRÉSENTÉ

Par M. RODRIGUE TREMBLAY

Ministre de l'industrie et du commerce

---



CHARLES-HENRI DUBÉ, ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1977

## Projet de loi n° 79

Loi facilitant la conversion au système international d'unités (SI)  
et à d'autres unités couramment utilisées

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée  
nationale du Québec, décrète ce qui suit:

### Article premier

L'article 3 de la Loi du régime des eaux (Statuts refondus, 1964, chapitre 84) est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**3.** Toute vente, cession ou aliénation définitive de force hydraulique faisant partie du domaine public et possédant une puissance naturelle de deux cent vingt-cinq kilowatts ou plus au débit ordinaire de six mois est prohibée.»

### Art. 2

L'article 18 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**18.** L'expropriation en vertu de la présente section ne peut avoir lieu qu'au bénéfice d'une force hydraulique d'une puissance naturelle et moyenne d'au moins cent cinquante kilowatts et suffisamment considérable pour pourvoir à des fins industrielles, et ne doit, en aucun cas, être exercée au préjudice d'une industrie déjà établie ou d'un aqueduc alimentant en tout ou en partie une municipalité.»

### Art. 3

L'article 54 de ladite loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

## NOTES EXPLICATIVES

*La présente loi vise à modifier certaines dispositions législatives de façon à faciliter la conversion au système international d'unités (SI) en substituant, dans la législation, des unités de mesure du système international aux unités de mesure du système impérial ou canadiennes.*

*L'article 104 autorise le gouvernement à modifier un règlement d'application d'une loi pour atteindre les mêmes fins et l'article 105 prévoit que le gouvernement pourra, par règlement, identifier les normes et fixer la date à compter de laquelle elles devront être appliquées par les ministères et organismes pour assurer l'utilisation correcte du système international d'unités dans leurs opérations.*

«**54.** Tout propriétaire de billes ou autres bois de commerce, qui en opère ou fait opérer la descente sur les rivières flottables de cette province, doit placer un nombre suffisant d'hommes à chaque pont construit à un mètre ou moins de un mètre au-dessus de la ligne des eaux hautes, par où doit passer ledit bois, et prendre toutes autres précautions nécessaires pour empêcher les dommages qui peuvent être causés.»

#### Art. 4

L'article 62 de ladite loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

«L'expropriation en vertu du présent article ne peut avoir lieu que pour la construction et le maintien d'un ouvrage destiné, seul ou avec d'autres ouvrages, à alimenter une chute ou un rapide d'une puissance naturelle moyenne d'au moins cent cinquante kilowatts, ou un aqueduc pour fins domestiques ou industrielles, et ne doit, en aucun cas, être exercée au préjudice d'une industrie déjà établie, d'un aqueduc alimentant, en tout ou en partie, une municipalité, ou d'un privilège accordé par une loi particulière.»

#### Art. 5

L'article 68 de ladite loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

«Les dispositions des paragraphes *a* et *b* ne s'appliquent pas aux corporations municipales, ni aux coopératives d'électricité formées en vertu de la Loi de l'électrification rurale (1945, chapitre 48), ni à un organisme agissant comme agent de la couronne, ni au débiteur ou propriétaire de forces hydrauliques d'une puissance naturelle de moins de sept mille cinq cents kilowatts au débit ordinaire de six mois.»

#### Art. 6

L'article 6 de la Loi de l'exportation de l'énergie électrique (Statuts refondus, 1964, chapitre 85) est remplacé par le suivant:

«**6.** Nonobstant toute disposition prohibant l'exportation en dehors du Canada de l'énergie électrique, contenue, aux termes de l'article 1 de la présente loi, dans une vente, un bail ou une concession relatifs à des forces hydrauliques appartenant à la province ou dans lesquelles elle a des droits de propriété ou autres, il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil pour la ou les périodes de temps qu'il fixe et aux termes et conditions qu'il détermine,

de suspendre l'effet de cette prohibition, pourvu toutefois que la quantité d'énergie électrique, dont l'exportation pourra être ainsi autorisée, ne dépasse pas en tout deux cent vingt cinq mille kilowatts, et pourvu aussi que le prix de vente de l'énergie électrique ainsi exportée ne soit pas inférieur à celui pour lequel elle est vendue dans la province de Québec.»

#### Art. 7

L'article 7 de ladite loi est modifié par le remplacement du paragraphe 3 par le suivant:

«3. Cependant si la quantité d'énergie électrique ne dépasse pas cinquante deux mille kilowatts, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, aux conditions qu'il détermine, en autoriser l'exportation ou le transport.»

#### Art. 8

L'article 1 de la Loi de la vente du métal brut (Statuts refondus, 1964, chapitre 90) est modifié par le remplacement du paragraphe 1° par le suivant:

«1° De minerais dont la valeur excède cinquante cents le kilogramme;».

#### Art. 9

L'article 4 de ladite loi est modifié par le remplacement du paragraphe 2° par le suivant:

«2° À celui qui vend moins de cent grammes de métal brut par mois.»

#### Art. 10

L'article 21 de la Loi des terres et forêts (Statuts refondus, 1964, chapitre 92), modifié par l'article 6 du chapitre 28 des lois de 1974, est de nouveau modifié par le remplacement des deux premiers alinéas par les suivants:

«**21.** Dans aucun cas, cependant, et pour aucune telle fin, aucune concession ne peut excéder quatre hectares, si ce n'est pour une ferme modèle ou industrielle, pour la construction d'une chapelle, d'une église, d'un établissement d'enseignement, d'un établissement au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (1971, chapitre 48), d'un dépotoir, d'un bassin de

sédimentation des eaux vannes ou d'un cimetière, dans lesquels cas elle ne peut excéder quarante hectares.

S'il s'agit de la construction d'une chapelle ou d'une église, ou de l'érection d'un cimetière, la concession ne doit pas être de plus de vingt hectares dans une paroisse, s'il y a dans cette paroisse, à l'époque de la concession, une dénomination religieuse assez nombreuse pour pouvoir en profiter, et de quarante hectares à être répartis entre les différentes dénominations religieuses, quand il y en a plus d'une assez nombreuse pour en jouir.»

#### Art. 11

L'article 22 de ladite loi est modifié:

a) par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**22.** Toute vente ou concession d'un terrain public adjacent à la ligne frontière entre le Canada et les États-Unis d'Amérique, ou aux lignes interprovinciales entre la province de Québec et les provinces d'Ontario et du Nouveau-Brunswick, faite ou consentie après le 15 février 1924, comporte de plein droit en faveur de la couronne, la réserve de droit de propriété de la partie de ce terrain située à moins de dix-huit mètres et deux cent quatre-vingt huit millièmes de l'une quelconque de ces lignes, et de plus, l'interdiction d'ériger ou de faire sur cette partie de terrain des bâtiments ou travaux quelconques, sauf l'exception ci-après.»;

b) par l'addition, après le premier alinéa, de l'alinéa suivant:

«La réserve visée au premier alinéa est de dix-huit mètres dans le cas d'une vente ou concession faite ou consentie après le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur du présent projet de loi*).»

#### Art. 12

Le titre de la section IIa de la Deuxième Partie de ladite loi, édicté par l'article 83 du chapitre 58 des lois de 1969, est remplacé par le suivant:

«DE LA RÉSERVE EN BORDURE DES RIVIÈRES ET DES LACS».

#### Art. 13

L'article 41a de ladite loi, édicté par l'article 83 du chapitre 58 des lois de 1969, est modifié par le remplacement des deux premiers alinéas par les suivants:

«**41a.** Depuis le 1<sup>er</sup> juin 1884, les ventes, concessions et les octrois gratuits des terres publiques sont sujets à une réserve,

en pleine propriété en faveur du domaine public du Québec, de soixante mètres et trois cent cinquante millièmes en profondeur des terres bordant les rivières et les lacs non navigables du Québec.

À compter du 1<sup>er</sup> janvier 1970, les ventes, concessions et les octrois gratuits des terres publiques sont sujets à une réserve, en pleine propriété en faveur du domaine public du Québec, de soixante mètres et trois cent cinquante millièmes en profondeur des terres bordant toutes les rivières et tous les lacs du Québec.

À compter du (*insérer ici la date de l'entrée en vigueur du présent projet de loi*) les ventes, concessions et les octrois gratuits des terres publiques sont sujets à une réserve en pleine propriété en faveur du domaine public du Québec, de soixante mètres en profondeur des terres bordant toutes les rivières et tous les lacs du Québec.»

#### Art. 14

L'article 66 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**66.** L'étendue de ces terres publiques ne doit pas excéder, en totalité, une superficie de cent trente trois mille cinq cent cinquante hectares.»

#### Art. 15

L'article 91 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**91.** Tout le bois coupé sans permis, à une distance n'excédant pas seize kilomètres des lignes frontières qui séparent cette province des États-Unis, ou de celles la séparant des provinces avoisinantes, peut, dès qu'il a été constaté qu'il a été coupé en contravention avec la loi, et après que la saisie régulière en a été faite, être vendu immédiatement par la personne dûment autorisée à cet effet, laquelle n'est pas tenue pour cela à l'avis ni au délai voulus dans des circonstances analogues pour toute autre partie de la province.»

#### Art. 16

L'article 95 de ladite loi, modifié par l'article 1 du chapitre 37 des lois de 1966/1967, est de nouveau modifié par le remplacement des deux premiers alinéas par les suivants:

«**95.** Toutefois le ministre des terres et forêts est autorisé à délivrer, sans enchère publique et sans avis préalable, des permis

spéciaux valides pour une période n'excédant pas cinq ans à compter de la date où ils sont délivrés, pour la coupe de bois sur des terres publiques vacantes pour un volume n'excédant pas annuellement huit mille cinq cents mètres cubes par permis, moyennant le paiement des droits annuels de coupe et suivant les conditions prévues par la loi et les règlements en vigueur et par l'arrêté en conseil autorisant la délivrance d'un tel permis spécial.

Le volume peut être porté à vingt huit mille trois cents mètres cubes lorsque les bois coupés sont destinés à être débités dans une scierie dont l'exploitation est économiquement nécessaire à une localité voisine.»

#### Art. 17

L'article 97 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**97.** 1. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le ministre des terres et forêts à concéder aux petits industriels, pour leurs exploitations forestières, des terres boisées du domaine de la couronne, au prix minimum de deux cents dollars par kilomètre carré et aux autres conditions qu'il juge opportun de fixer.

2. La superficie du domaine concédé ne doit pas excéder en totalité cinq mille deux cents kilomètres carrés, ni cent trente kilomètres carrés par concessionnaire.»

#### Art. 18

L'article 104 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**104.** Toute personne qui exporte des bois coupés sur les terres de la couronne, contrairement à la loi ou aux règlements, est passible d'une amende de deux dollars et soixante-quinze par mètre cube apparent de bois exporté et, à défaut de paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement de pas moins de trente jours et de pas plus d'un an.»

#### Art. 19

L'article 116 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**116.** Le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la proposition du ministre des terres et forêts, peut établir des réserves forestières spéciales pour des colonies forestières. Toutes les dispositions relatives aux réserves cantonales s'appliquent à ces réserves, tant pour leur établissement que pour leur administration; mais le



permis de coupe maximum par année, pour chaque colon établi dans une colonie de cette nature, est de vingt-cinq mètres cubes apparents de bois à pulpe ou de cent quinze mètres cubes de bois de sciage.»

## Art. 20

L'article 117 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**117.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, chaque fois qu'il le juge à propos, sur recommandation du ministre des terres et forêts, réserver, sur les terres de la couronne, une zone de soixante mètres de largeur de chaque côté de toute rivière à saumon qui est ou peut être affermée par la province, dans laquelle aucun arbre ne peut être coupé sans un permis spécial du ministre des terres et forêts. Cette réserve ne s'applique qu'à la partie des rivières principales où circule le saumon et ne s'applique pas à leurs tributaires.»

## Art. 21

L'article 118 de ladite loi est modifié:

a) par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**118.** Toute coupe de bois faite dans cette zone de soixante mètres, sans l'autorisation requise en vertu de l'article 117, est une infraction aux présentes dispositions et rend celui qui la commet passible des peines édictées par l'article 87.»;

b) par le remplacement du troisième alinéa par le suivant:

«Dans le cas de terrains immergés par suite de construction de barrages, la zone de soixante mètres commence à la limite du terrain où les arbres ont péri en conséquence de l'immersion.»

## Art. 22

L'article 129 de ladite loi, remplacé par l'article 44 du chapitre 28 des lois de 1974, est modifié par le remplacement du paragraphe 3 par le suivant:

«3. Le présent article s'applique de plus à tout propriétaire de forêt privée d'au moins huit cents hectares d'un seul tenant et, si le ministre le juge à propos, à tout propriétaire de forêt privée, quelle que soit l'étendue de cette forêt.»

## Art. 23

L'article 140 de ladite loi, modifié par l'article 53 du chapitre 28 des lois de 1974, est remplacé par le suivant:

«**140.** Toute personne ou compagnie qui dépose du bois dans le voisinage ou le long de l'emprise du droit de passage d'une voie ferrée, doit se conformer aux instructions et règlements du ministère des terres et forêts relatifs à la protection des forêts, spécialement en ce qui concerne le nettoyage du terrain, l'enlèvement des écorces, copeaux, billes et de toutes autres matières inflammables laissés sur le sol à une distance maximum de quatre-vingt-dix mètres du centre de la voie ferrée.»

## Art. 24

L'article 141 de ladite loi, modifié par l'article 54 du chapitre 28 des lois de 1974, est de nouveau modifié:

a) par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**141.** Les porteurs de permis de coupe de bois sur des terres publiques voisines d'un terrain sur lequel un droit de passage est exercé pour les fins d'une compagnie de chemin de fer sont tenus de faire disparaître tous les débris de la forêt résultant de leurs opérations sur une profondeur de trente mètres à partir de la ligne de démarcation du droit de passage.»;

b) par le remplacement du cinquième alinéa par le suivant:

«La même charge, avec les mêmes conséquences, incombe à toute personne intéressée, soit comme propriétaire, soit comme titulaire de droits de coupe dans les forêts privées d'une étendue de huit cents hectares, si le ministre juge la chose nécessaire.»

## Art. 25

L'article 164 de ladite loi, remplacé par l'article 124 du chapitre 50 des lois de 1971, est de nouveau remplacé par le suivant:

«**164.** Tant qu'on y conserve au moins sept cent quarante arbres par hectare, les terrains reboisés, sauf ceux qui sont situés dans une municipalité de cité, de ville ou de village, gardent, et ce, durant trente ans, l'évaluation qu'ils avaient avant la plantation; à l'expiration de cette période de trente ans, l'évaluation municipale de ces plantations, pourvu qu'elles restent à l'état de forêt, ne peut être modifiée que tous les dix ans.»

## Art. 26

L'article 2 de la Loi de la sécurité dans les édifices publics (Statuts refondus, 1964, chapitre 149), modifié par l'article 26 du chapitre 22 des lois de 1966/1967, est remplacé par le suivant:

«**2.** Les mots «édifices publics» employés dans la présente loi désignent les églises, les chapelles, ou les édifices qui servent d'églises ou de chapelles, les monastères, les noviciats, les maisons de retraites, les séminaires, les collèges, les couvents, les maisons d'école, les jardins d'enfance, les garderies, les crèches et ouvroirs, les orphelinats, les patronages, les colonies de vacances, les hôpitaux, les cliniques, les maisons de convalescence ou de repos, les asiles, les refuges, les hôtels, les maisons de logement de dix chambres ou plus, les maisons de rapport de plus de deux étages et de huit logements, les clubs, les cabarets, les cafés-concerts, les music-halls, les cinémas, les théâtres ou les salles utilisées pour des fins similaires, les ciné-parcs, les salles de réunions publiques, de conférences, de divertissements publics, les salles municipales, les édifices utilisés pour les expositions, les foires, les kermesses, les estrades situées sur les champs de course ou utilisées pour des divertissements publics, les arènes de lutte, de boxe, de gouret ou utilisées pour d'autres sports, les édifices de plus de deux étages utilisés comme bureaux, les magasins dont la surface de plancher excède trois cents mètres carrés, les gares de chemin de fer, de tramway, ou d'autobus, les bureaux d'enregistrement, les bibliothèques, musées et bains publics.»

## Art. 27

L'article 14 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**14.** Lorsque les fenêtres ou autres issues donnant sur les escaliers de sauvetage sont à plus de six cents millimètres de hauteur du plancher, des gradins doivent être établis pour permettre aux occupants d'atteindre facilement ces issues.»

## Art. 28

L'article 17 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**17.** Tout bâtiment érigé ou modifié depuis le 25 avril 1908 pour servir de théâtre, pour des représentations de drame ou d'opéra, ou pour d'autres fins semblables nécessitant l'usage d'une scène avec décors mobiles, rideaux et machines, doit être un bâtiment de première classe, c'est-à-dire construit à l'épreuve du feu, à la satisfaction de l'inspecteur, et la plus haute partie du

plancher principal de la salle ne doit pas être de plus de deux mètres et un dixième au-dessus du niveau de la rue ou pavé sur lequel les portes de sortie se trouvent.»

#### Art. 29

L'article 21 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**21.** La scène de tout théâtre doit être séparée de l'enceinte réservée aux spectateurs par un mur en brique de pas moins de quatre cents millimètres d'épaisseur, et ce mur doit s'étendre sur toute la hauteur et la largeur du bâtiment et à six cents millimètres au-dessus du toit.»

#### Art. 30

L'article 22 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**22.** L'ouverture pour le rideau, dans tout théâtre, doit être pourvue d'un rideau de matériaux incombustibles approuvé par l'inspecteur et glissant à chaque extrémité dans des rainures solidement assujetties dans le mur de brique, et entrant dans ces rainures pas moins de cent cinquante millimètres de chaque côté. Ce rideau doit être levé au commencement et baissé à la fin de chaque représentation. Il doit aussi être mû au moyen d'un mécanisme approuvé.»

#### Art. 31

L'article 24 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**24.** Au moins deux tuyaux à incendie de cent millimètres doivent être installés sur la scène de chaque théâtre, avec tous les boyaux et les lances nécessaires raccordés auxdits tuyaux, au niveau de la scène, de chaque côté, et l'eau doit être tenue en circulation dans les tuyaux tout le temps que le théâtre est occupé par un auditoire. L'inspecteur a le pouvoir d'ordonner tous autres appareils qu'il peut juger convenables pour protéger contre le feu.»

#### Art. 32

L'article 16 de la Loi des appareils sous pression (Statuts refondus, 1964, chapitre 156) est remplacé par le suivant:

«**16.** L'installation de tout appareil sous pression dans les édifices publics et les établissements industriels doit être vérifiée

par un inspecteur avant que cet appareil ne soit utilisé. L'installation de tout appareil frigorifique mettant en oeuvre plus de dix kilogrammes de réfrigérant doit être ainsi vérifiée en quelque lieu qu'elle soit faite.

Tous les appareils sous pression installés dans les édifices publics et les établissements industriels doivent être inspectés annuellement par un inspecteur ou un mécanicien de machines fixes dûment qualifié pour ce genre de travail et autorisé par l'inspecteur en chef. Cette inspection est requise pour tout appareil frigorifique actionné par un moteur d'une puissance de plus de trois kilowatts en quelque lieu qu'il soit installé.»

### Art. 33

L'article 2 de la Loi des mécaniciens de machines fixes (Statuts refondus, 1964, chapitre 157) est modifié:

*a)* par le remplacement du sous-paragraphe *c* du paragraphe 1° du premier alinéa par le suivant:

«*c*) Les moteurs fixes, à combustion interne, de plus de vingt kilowatts;»;

*b)* par le remplacement du sous-paragraphe *d* du paragraphe 1° du premier alinéa par le suivant:

«*d*) Les appareils frigorifiques actionnés par des moteurs d'une puissance totale excédant vingt kilowatts;»;

*c)* par le remplacement du paragraphe *b* du deuxième alinéa du paragraphe 1° par le suivant:

«*b*) Les chaudières dont la soupape de sûreté est réglée à une pression n'excédant pas cent trois kilopascals et dont la puissance n'excède pas sept cent cinquante kilowatts et la surface de chauffe, cent mètres carrés;»;

*d)* par le remplacement du paragraphe *c* du deuxième alinéa du paragraphe 1° par le suivant:

«*c*) Les chaudières utilisées ailleurs que sur un chantier de construction et dont la soupape de sûreté est réglée à une pression supérieure à cent trois kilopascals, mais dont la puissance n'excède pas cent cinquante kilowatts et la surface de chauffe, vingt mètres carrés;».

### Art. 34

L'article 244 de la Loi de l'instruction publique (Statuts refondus, 1964, chapitre 235) est remplacé par le suivant:

«**244.** Les commissaires ou les syndics d'écoles, selon le cas, peuvent aussi, chaque année avec l'autorisation ou sur l'ordre

du ministre, exempter des contributions scolaires tout contribuable demeurant à plus de huit kilomètres de l'école de sa croyance religieuse la plus rapprochée, pourvu qu'il n'y envoie pas ses enfants. Cette disposition ne s'applique pas aux propriétaires de lots non occupés.»

#### Art. 35

L'article 274 de ladite loi est modifié par le remplacement du paragraphe 3° par le suivant:

«3° Tout enfant âgé de moins de dix ans et résidant à une distance de plus de trois kilomètres, par le chemin le plus court, de l'école publique la plus rapprochée à laquelle il a droit d'être admis, de même que tout enfant qui réside à plus de cinq kilomètres, par le chemin le plus court, de l'école publique la plus rapprochée à laquelle il a droit d'être admis, si dans l'un et l'autre cas, la commission scolaire ne pourvoit pas au transport gratuit des enfants à l'école.»

#### Art. 36

L'article 11 de la Loi des subventions aux commissions scolaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 237), remplacé par l'article 1 du chapitre 70 des lois de 1965 (1<sup>re</sup> session), modifié par l'article 103 du chapitre 55 des lois de 1972 et modifié par l'article 30 du chapitre 45 des lois de 1975, est de nouveau modifié par le remplacement du sous-paragraphe *a* du paragraphe 1 par le suivant: le suivant:

«*a*) dans une municipalité de cité ou de ville et que la distance de la résidence des élèves à l'école est de un kilomètre et demi ou plus;».

#### Art. 37

L'article 3 de la Loi de la mainmorte (Statuts refondus, 1964, chapitre 276) est remplacé par le suivant:

«**3.** Aucune telle corporation, formée dans le but de promouvoir les arts, les sciences, la religion, les institutions de charité, ou toute autre fin semblable, ne comportant pas un but d'intérêt de la part de la compagnie ou des actionnaires individuellement ne peut posséder, sans le consentement du lieutenant-gouverneur exprimé en conseil, plus de quatre hectares et cinq centièmes de terre; mais le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par licence

émise sous le sceau du secrétaire de la province, autoriser toute telle corporation à posséder des terres en telle étendue et sujettes à telles conditions qu'il juge à propos.»

#### Art. 38

L'article 66 de la Loi des compagnies de gaz, d'eau et d'électricité (Statuts refondus, 1964, chapitre 285) est remplacé par le suivant:

«**66.** Lorsqu'une compagnie a posé les tuyaux principaux pour fournir le gaz ou l'eau, dans ou à travers quelqu'une des rues ou places publiques d'une municipalité, nulle autre personne ou corporation ne peut, sans le consentement de la compagnie, ni sans lui avoir payé l'indemnité convenue, poser aucun tuyau principal pour fournir le gaz ou l'eau, à moins de cent quatre-vingt deux centimètres de distance des premiers, ou s'il n'est pas possible d'ouvrir des tranchées en dehors de cent quatre-vingt-deux centimètres pour y déposer les tuyaux principaux, alors cette distance de cent quatre-vingt-deux centimètres doit être maintenue autant que faire se peut.»

#### Art. 39

L'article 77 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**77.** S'il est jugé nécessaire ou convenable de conduire quelques-uns des tuyaux, ou de faire quelque ouvrage sur les terres d'une personne, situées dans un rayon de seize kilomètres d'une municipalité pour l'approvisionnement de laquelle la compagnie est constituée en corporation, et qu'elle ne puisse obtenir le consentement de telle personne, la compagnie peut procéder à l'expropriation.»

#### Art. 40

L'article 9 de la Loi des chemins de fer (Statuts refondus, 1964, chapitre 290), modifié par l'article 104 du chapitre 55 des lois de 1972, est de nouveau modifié:

a) par le remplacement du paragraphe 6° par le suivant:

«6° Tracer, construire, faire, compléter, changer et réparer un chemin de fer ou d'acier (dont la largeur doit être de cent quarante-trois centimètres et cinquante et un centièmes), en y employant comme force motrice la vapeur ou l'électricité, ou la pression de l'atmosphère, les animaux ou les forces mécaniques, ou toute

combinaison de ces différentes forces autorisée par la charte, avec double ou simple voie en fer ou en acier; et ledit chemin de fer ou toute partie du chemin, en tant qu'il est exploité par l'électricité ou par une autre force que la vapeur, peut être établi le long des et sur les grands chemins selon l'autorisation donnée par les règlements des corporations respectives ayant juridiction sur ces chemins, et sujet aux restrictions et dispositions contenues dans lesdits règlements et dans la présente loi, et conformément et sujet à toutes conventions entre la compagnie et les conseils desdites corporations et entre la compagnie et lesdites compagnies (s'il y en a) ayant des intérêts dans ces grands chemins; et la compagnie peut faire et conclure toutes conventions avec toute corporation municipale ou compagnie de chemin quant aux termes de l'occupation de toute rue ou de tout grand chemin, sujet aux dispositions et conditions contenues dans la présente loi, dans le Code municipal, dans la Loi des cités et villes (chap. 193) ou dans la charte de la ville qui y est intéressée;»;

b) par le remplacement du paragraphe 15° par le suivant:

«15° Acheter, louer ou acquérir par donation et vendre, louer, aliéner ou hypothéquer tous terrains ou bâtiments destinés, nécessaires ou propres à tout parc ou terrain d'amusements, n'excédant pas quarante hectares dans la même municipalité, et améliorer et disposer ces terrains comme parcs ou lieux de promenade publique, et faire et conclure, à ce sujet, tous arrangements avec les corporations municipales des municipalités où ils se trouvent situés en tout ou en partie; mais aucune des dispositions contenues dans le présent paragraphe n'entre en vigueur ou n'a d'effet à moins que le conseil municipal de la municipalité dans laquelle se trouvent situés les terrains que la compagnie se propose d'acquérir, n'ait déclaré, par un règlement, qu'il consent à l'acquisition des terrains par la compagnie, conformément au présent paragraphe et pour les fins qui y sont mentionnées;»;

c) par le remplacement du paragraphe 18° par le suivant:

«18° Abattre et enlever les arbres dans les bois, les terrains ou forêts où passe le chemin, jusqu'à distance de trente cinq mètres de chaque côté de la ligne;»;

d) par le remplacement du premier alinéa du paragraphe 21° par le suivant:

«21° Toute compagnie de chemin de fer peut, chaque fois qu'un règlement sanctionnant la construction a été passé par le conseil municipal de la municipalité dans les limites de laquelle l'embranchement projeté doit être situé, construire un ou des embranchements n'excédant pas dix kilomètres de longueur, à partir de tout terminus ou de toute gare de son chemin;»;



e) par le remplacement du premier alinéa du paragraphe 22° par le suivant:

«22° Dans le but de relier une cité, une ville, un village, une manufacture, une mine, ou toute carrière de pierre ou d'ardoise, un puits ou une source, avec la ligne principale du chemin de fer de la compagnie, ou avec quelqu'un de ses embranchements, ou avec un chemin de fer exploité ou loué par la compagnie, ainsi que dans le but d'accroître les facilités données au commerce, ou de transporter les produits de ces manufacture, mine, carrière, puits ou source, la compagnie peut établir, faire et construire, exploiter et utiliser des voies d'évitement, voies latérales ou embranchements n'excédant, en aucun cas, dix kilomètres de longueur; mais cette compagnie ne peut entreprendre le tracé ou la construction d'une ligne d'embranchement de plus de quatre cents mètres de longueur, en vertu du présent article, avant qu'avis public ait été donné pendant six semaines, dans quelque journal publié dans les comtés à travers lesquels cette ligne d'embranchement doit être faite, énonçant que c'est l'intention de la compagnie de demander au lieutenant-gouverneur en conseil de sanctionner la construction de cette ligne d'embranchement, et d'exproprier les terrains nécessaires à cette fin, en vertu des pouvoirs compulsoires qui lui sont donnés par la présente loi ou toute autre loi la concernant; — ni avant que la compagnie ait, avant la première publication de cet avis, déposé au bureau d'enregistrement de la cité, du comté ou de la partie du comté dans lequel cette ligne ou partie de ligne doit être construite, la carte et les plans indiquant le tracé de la ligne; — ni avant que la compagnie ait soumis cette carte et ces plans au lieutenant-gouverneur en conseil, et qu'ils aient été approuvés par lui après la dernière publication de l'avis; — et ni avant que l'arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil, approuvant la carte et les plans, limite le délai pour construire cette ligne d'embranchement qui ne doit pas être de plus de deux ans de la date de cet arrêté;».

#### Art. 41

L'article 69 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**69.** Les locomotives de chemin de fer, moteurs, wagons ou voitures ne doivent pas traverser la partie populeuse d'une cité, d'une ville ou d'un village, à une vitesse de plus de dix kilomètres par heure, à moins que la voie n'ait de clôtures convenables.»

#### Art. 42

L'article 72 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**72.** Il est défendu de laisser errer sur un grand chemin, dans les limites de huit cents mètres du point d'intersection de ce grand chemin et du chemin de fer de niveau, tout cheval, mouton, cochon ou autre bétail, à moins que ces animaux ne soient sous la charge de quelque personne tenue de les empêcher d'errer ou de s'arrêter à l'intersection d'un chemin de fer.»

#### Art. 43

L'article 86 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**86.** Aucune déviation de plus de mille six cents mètres du tracé du chemin de fer ou de la position qui lui est assignée sur la carte ou le plan et dans le livre de renvoi, ou par les plans et profils, n'a lieu dans, à travers, sous ou sur aucune autre partie des terrains non indiquée sur la carte ou le plan et dans le livre de renvoi, ou les plans ou profils, ou à la distance de moins de mille six cents mètres du tracé et de la position, sauf dans les cas prévus par la charte.»

#### Art. 44

L'article 89 de ladite loi est modifié par le remplacement du paragraphe 1 par le suivant:

«**89.** 1. L'étendue des terrains qui peut être prise sans le consentement du propriétaire, ne doit pas excéder trente mètres de largeur, excepté dans les endroits où le chemin de fer est élevé de plus de cent cinquante-deux centimètres au-dessus, ou abaissé de plus de cent cinquante-deux centimètres au-dessous de la surface de la ligne, ou aux endroits où il est établi des doubles voies ou érigé des gares, dépôts ou autres ouvrages, ou livré des marchandises, et alors, pas plus de deux cent vingt-huit mètres de longueur sur cent trente-sept mètres de largeur, ne peuvent être prises sans le consentement de la personne autorisée à faire la cession des terrains.»

#### Art. 45

L'article 130 de ladite loi est modifié par le remplacement du troisième alinéa par le suivant:

«Dans aucun cas, le rail n'est considéré comme une obstruction, s'il ne s'élève pas au-dessus ou ne s'abaisse pas au-dessous du niveau du grand chemin de plus de vingt-cinq millimètres.»

## Art. 46

L'article 131 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**131.** Lorsqu'un chemin de fer traverse une grande route sans passer au-dessus de celle-ci par un pont, ou au-dessous au moyen d'un tunnel ou d'un pont, soit que le niveau de la grande route reste tel qu'il était ou qu'il soit élevé ou abaissé pour se conformer à la rampe du chemin de fer, le dessus des rails ne doit, lorsque le croisement est terminé, ni s'élever au-dessus ni s'abaisser au-dessous du niveau de la grande route de plus de vingt-cinq millimètres.»

## Art. 47

L'article 132 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**132.** 1. L'arche de tout pont construit pour le passage du chemin de fer sur ou à travers un grand chemin, doit avoir et continuer d'avoir, en tout temps, une largeur et ouverture libres de six mètres au moins, et une hauteur de trois mètres et demi au moins, entre la surface du chemin et le centre de l'arche.

2. La descente sous le pont ne doit pas excéder trente centimètres par six mètres.»

## Art. 48

L'article 133 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**133.** La montée des ponts construits pour le passage des grands chemins au-dessus du chemin de fer, ne doit pas être de trente centimètres par six mètres en sus de la rampe naturelle du chemin, et il doit être construit de chaque côté du pont, une bonne clôture, qui doit avoir au moins cent vingt centimètres d'élévation au-dessus du niveau du pont.»

## Art. 49

L'article 134 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**134.** 1. À l'égard de tout pont ou autre ouvrage en dessus fait sur un chemin de fer pour le passage d'un grand chemin, s'il devient nécessaire de refaire ce pont ou cet autre ouvrage ou d'y faire de grosses réparations, les poutres ou pièces inférieures de la superstructure du pont ou autre ouvrage, ainsi que ses abords, doivent être faits ou refaits aux frais de la compagnie du chemin

de fer, ou de la municipalité ou autre propriétaire de ce pont ou de cet autre ouvrage, selon le cas, et doivent toujours être maintenus à une élévation suffisante de la surface des rails, pour laisser une hauteur libre d'au moins deux mètres, entre le dessus des plus hauts wagons à marchandises, circulant alors sur la voie, et le dessous des poutres ou pièces inférieures dudit pont ou de tel autre ouvrage.

2. Toute compagnie de chemin de fer, avant d'employer ensuite des wagons à marchandises plus hauts que ceux circulant sur son chemin, à l'époque de la construction ou reconstruction ou la confection de grosses réparations dudit pont ou de tel ouvrage, doit, après avoir obtenu le consentement de la municipalité ou des propriétaires de ce chemin, de ce pont ou de cet ouvrage, exhausser ce pont ou cet ouvrage ainsi que ses abords, si la chose est nécessaire, à ses frais et dépens, de manière à laisser une hauteur libre d'au moins deux mètres entre le dessus des wagons à marchandises les plus hauts qu'elle veut employer et le dessous des poutres ou pièces inférieures du pont ou de l'ouvrage.»

#### Art. 50

L'article 135 de ladite loi est modifié par le remplacement du paragraphe 1 par le suivant:

«**135.** 1. Des enseignes doivent être placées et maintenues en travers ou s'avancant au-dessus du grand chemin, à chaque endroit où il est traversé de niveau par le chemin de fer, à une hauteur suffisante pour qu'il y ait quatre cent quatre-vingt-sept centimètres entre le grand chemin et le bord inférieur des enseignes sur lesquelles doivent être peints de chaque côté les mots «traverse de chemin de fer», en lettre de quinze centimètres au moins de longueur.»

#### Art. 51

L'article 138 de ladite loi, modifié par l'article 108 du chapitre 55 des lois de 1972, est de nouveau modifié:

a) par le remplacement du sous-paragraphe c du paragraphe 1 par le suivant:

«c) La compagnie de chemin de fer doit aussi, à moins qu'il n'en soit autrement ordonné, par le conseil municipal, tenir, à ses frais, libre et en bon état de réparation la partie des rues qui se trouve entre les rails et quarante-cinq centimètres de chaque côté des rails; et, à défaut, le conseil peut faire faire ces travaux aux frais de la compagnie;»;

b) par le remplacement du sous-paragraphe e du paragraphe 1 par le suivant:

«e) Aucun wagon ou convoi ne doit être conduit sur la partie fréquentée d'un grand chemin à une vitesse plus grande que quinze kilomètres par heure;».

#### Art. 52

L'article 141 de ladite loi, modifié par l'article 110 du chapitre 55 des lois de 1972, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe 2 par le suivant:

«2. Ces taux de transport peuvent être pour le parcours entier ou pour une certaine partie du parcours de la voie ferrée; mais ils sont toujours, dans des conditions et circonstances essentiellement semblables, exigés également de toutes personnes, d'après le même tarif, soit au poids soit par kilomètre ou autrement relativement à tout trafic de même genre et aux transports effectués par la même espèce de wagons passant sur la même partie de la voie ferrée; et il n'est fait aucune réduction ni augmentation de ces taux, directement ni indirectement, soit en faveur, soit au détriment d'aucune compagnie ou d'aucun particulier voyageant sur le chemin de fer ou s'en servant.»

#### Art. 53

L'article 150 de ladite loi est modifié par le remplacement du paragraphe 1 par le suivant:

«**150.** 1. Les péages à percevoir de chaque passager, par une compagnie de chemin de fer à traction électrique, ne doivent pas excéder cinq centins pour une distance ne dépassant pas cinq kilomètres, et, lorsque la distance excède cinq kilomètres, ils ne doivent pas excéder deux centins par kilomètre ou fraction de kilomètre pour la distance réellement parcourue. Les enfants âgés de moins de dix ans doivent être transportés moyennant trois centins par cinq kilomètres, et à moitié prix pour toute distance additionnelle, mais les enfants portés dans les bras doivent, dans tous les cas, être transportés gratuitement.»

#### Art. 54

L'article 153 de ladite loi est modifié par le remplacement du paragraphe 1 par le suivant:

«**153.** 1. Les fractions de distance sur lesquelles les effets ou les voyageurs sont transportés sur le chemin de fer sont considérées, dans tous les cas, comme des kilomètres entiers.»

## Art. 55

L'article 166 de ladite loi est remplacé par le suivant:

« **166.** Chaque locomotive est munie d'une cloche pesant au moins treize kilogrammes, et d'un sifflet à vapeur. »

## Art. 56

L'article 167 de ladite loi est modifié par le remplacement du paragraphe 1 par le suivant:

« **167.** 1. La cloche doit être sonnée ou le sifflet se faire entendre à la distance de quatre cent soixante mètres au moins, avant d'arriver aux endroits où le chemin de fer traverse un grand chemin, et la cloche doit continuer à sonner à de courts intervalles jusqu'à ce que la locomotive ait traversé ce chemin, sous peine, pour chaque contravention, d'une amende de huit dollars, qui est payée par la compagnie, laquelle est également responsable de tous les dommages éprouvés par toute personne à raison de cette contravention. »

## Art. 57

L'article 168 de ladite loi est remplacé par le suivant:

« **168.** Tout wagon qui contient un moteur ou qui tient la tête d'un convoi sur un chemin de fer à traction électrique doit être muni d'une cloche d'au moins vingt-cinq centimètres de diamètre. »

## Art. 58

L'article 169 de ladite loi est remplacé par le suivant:

« **169.** La cloche sur le premier wagon ou sur le wagon unique formant un train d'un chemin de fer à traction électrique, doit être sonnée à la distance de quatre cent soixante mètres au moins, avant d'arriver aux endroits où le chemin de fer traverse un grand chemin, et elle doit continuer à sonner à de courts intervalles jusqu'à ce que le wagon ait traversé ce chemin, sous peine, pour chaque contravention, d'une amende de huit dollars, qui est payée par la compagnie, laquelle est également responsable de tous les dommages éprouvés par toute personne à raison de cette contravention; la moitié de l'amende et des dommages doit être perçue, par la compagnie, du garde-moteur ou de toute autre personne chargée de conduire ce wagon, qui a ainsi négligé de faire sonner la cloche comme susdit. »

## Art. 59

L'article 246 de ladite loi est modifié par le remplacement du paragraphe 2 par le suivant:

«2. Les mots «chemin de fer» comprennent toutes les stations et gares du chemin de fer; et un chemin de fer est réputé à proximité d'un autre chemin de fer, chaque fois qu'une partie de l'un est dans un rayon d'un kilomètre et demi de quelque partie de l'autre.»

## Art. 60

L'article 249 de ladite loi est modifié par le remplacement du paragraphe 1 par le suivant:

«**249.** 1. Chaque constable ainsi nommé et qui a prêté ce serment, a plein pouvoir d'agir comme constable pour la conservation de la paix et pour la protection de la personne et de la propriété, contre les actes criminels et autres actes illégaux, sur ce chemin de fer, sur tout ouvrage s'y rattachant, et sur et près des trains, chemins, quais, jetées, débarcadères, entrepôts, terrains et dépendances, appartenant à la compagnie, soit qu'ils se trouvent dans le comté, la cité, la ville, la paroisse, le district ou autre juridiction locale dans les limites de laquelle il a été nommé, ou dans tout autre endroit que traverse ce chemin de fer, ou auquel il se termine, ou que traverse un chemin de fer qui est exploité ou loué par cette compagnie, et dans tous endroits pas plus éloignés que de quatre cents mètres de pareil chemin.»

## Art. 61

L'article 266 de ladite loi, modifié par l'article 122 du chapitre 55 des lois de 1972, est remplacé par le suivant:

«**266.** Toute compagnie de chemin de fer dans la province, à laquelle s'applique la présente loi, doit payer au ministre des transports, aussitôt qu'une partie de son chemin est exploitée, une somme annuelle fixée par la Régie des services publics, n'excédant pas six dollars et vingt-cinq par kilomètre de chemin construit et en usage, et cette somme doit être payée semi-annuellement, le premier jour de janvier et le premier jour de juillet, chaque année, et former, pour les fins de la présente loi, un fonds spécial appelé «le fonds d'inspection des chemins de fer».»

## Art. 62

La formule 2 de ladite loi est modifiée par le remplacement, dans la sixième colonne du premier tableau et dans la sixième colonne du deuxième tableau, du mot «milles» par le mot «kilomètres».

## Art. 63

L'article 7 de la Loi des compagnies de cimetière (Statuts refondus, 1964, chapitre 307) est remplacé par le suivant:

«**7.** La corporation a le droit d'établir un cimetière mais la construction, l'entretien et l'usage de ce cimetière doivent être en conformité des lois générales qui concernent de semblables matières. Elle peut aussi, sujet à ces mêmes lois générales, changer le site de tout ou de partie de ce cimetière et l'agrandir, pourvu que la superficie totale ne dépasse jamais douze hectares.»

## Art. 64

L'article 23 de la Loi des mines (1965, 1<sup>re</sup> session, chapitre 34), remplacé par l'article 2 du chapitre 27 des lois de 1970, est de nouveau remplacé par le suivant:

«**23.** Le détenteur de permis de prospecteur peut jalonner pour chaque permis un maximum de quatre-vingts hectares en territoire non arpenté et un maximum de quatre-vingt-dix hectares en territoire arpenté.»

## Art. 65

L'article 33 de ladite loi, modifié par l'article 5 du chapitre 27 des lois de 1970 et par l'article 6 du chapitre (*insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi n° 27*) des lois 1977, est de nouveau modifié:

a) par le remplacement des neuf premières lignes par les suivantes:

«**33.** Dans un territoire non arpenté, chaque permis de prospecteur donne au détenteur le droit de marquer sur le terrain un ou plusieurs claims, jusqu'à concurrence de cinq, dont les côtés auront environ quatre cents mètres de longueur et des directions astronomiques nord et sud, est et ouest, et la superficie sera de seize hectares chacun, en la manière suivante:»;

b) par le remplacement du paragraphe *h* par le suivant:



«h) La longueur des piquets au-dessus du sol doit être d'environ un mètre vingt-cinq et leur diamètre, d'environ dix centimètres; ils doivent être équarris sur les quatre côtés sur une longueur d'au moins trente centimètres à partir du sommet; une souche ou un arbre ayant les dimensions requises peuvent tenir lieu de piquets;».

#### Art. 66

L'article 34 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**34.** En territoire non arpenté où il n'y a pas de bois pour faire des piquets conformes aux exigences de l'article 33, le jalonneur peut marquer les coins des claims au moyen de piquets en bois ou en métal ayant un mètre vingt-cinq de hauteur au-dessus du sol, et au moins deux centimètres de diamètre, sur lesquels il inscrit la date du jalonnement et à chacun desquels il attache solidement une plaque métallique portant le numéro du piquet, le numéro du claim et le numéro de son permis de prospecteur.

Ces piquets seront maintenus en place par un tas de pierre ou de terre d'au moins soixante-quinze centimètres de diamètre et cinquante centimètres de hauteur.»

#### Art. 67

L'article 35 de ladite loi, modifié par l'article 6 du chapitre 27 des lois de 1970, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe 2 par le suivant:

«2. Les terrains jalonnés peuvent être constitués:

a) d'un lot entier ou de plusieurs lots entiers contigus, dont la superficie totale ne dépasse pas vingt hectares;

b) de lots entiers ou de demi-lots, s'il s'agit de lots ayant une superficie excédant vingt hectares mais inférieure à quarante-cinq hectares;

c) de lots entiers, de demi-lots ou de quarts de lots, s'il s'agit de lots ayant une superficie excédant quarante-cinq hectares mais non quatre-vingt-dix hectares.»

#### Art. 68

L'article 37 de ladite loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**37.** En territoire non arpenté, une parcelle de terrain de moins de seize hectares située entre des claims peut être jalonnée par les détenteurs des claims adjacents dans les proportions qui paraissent justes au ministre.»

## Art. 69

L'article 42 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**42.** Si un claim est à plus de quatre-vingts kilomètres en ligne droite du bureau de registraire de claims le plus proche, le délai pour la production de l'avis de jalonnement et du permis est augmenté d'un jour par vingt-cinq kilomètres ou fraction de vingt-cinq kilomètres en sus de quatre-vingts kilomètres, mais il ne peut dépasser trente jours.»

## Art. 70

L'article 57 de ladite loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

«Cependant, le ministre peut l'autoriser, aux conditions qu'il impose, à extraire et à expédier, chaque année, à une usine de traitement située dans la province, une quantité de minerai brut n'exédant pas trois cents tonnes métriques.»

## Art. 71

L'article 60 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**60.** La couronne se réserve et ne considère pas comme faisant partie d'un claim, la partie d'une rivière ou d'un cours d'eau qui, à l'état naturel, est susceptible d'un aménagement de cent dix kilowatts ou plus, avec en plus vingt mètres en largeur de chaque côté ainsi que toute surface additionnelle que le lieutenant-gouverneur en conseil peut juger nécessaire à son aménagement et utilisation.»

## Art. 72

L'article 63 de ladite loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

«La superficie totale comprise dans un permis de mise en valeur ne peut excéder quatre-vingt-dix hectares.»

## Art. 73

L'article 65 de ladite loi, remplacé par l'article 12 du chapitre 27 des lois de 1970, est de nouveau remplacé par le suivant:

«**65.** Celui qui demande un permis de mise en valeur doit payer une rente annuelle de soixante cents l'hectare. Il en est de même pour toute demande de renouvellement.»

## Art. 74

L'article 73 de ladite loi, modifié par l'article 15 du chapitre 27 des lois de 1970, est remplacé par le suivant:

«**73.** En inscrivant cette demande, il faut payer une rente annuelle de deux dollars cinquante l'hectare.»

## Art. 75

L'article 74 de ladite loi, modifié par l'article 16 du chapitre 27 des lois de 1970, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe *a* du premier alinéa par le suivant:

«*a*) lui accorder moyennant trois dollars soixante-quinze l'hectare, un délai de six mois pour exécuter les travaux et en fournir la preuve; ou».

## Art. 76

L'article 78 de ladite loi, remplacé par l'article 18 du chapitre 27 des lois de 1970, est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**78.** Le détenteur d'un groupe de claims contigus dont la superficie totale n'excède pas quatre cent quatre-vingts hectares peut concentrer ses travaux sur une partie seulement de cette superficie et les faire valoir comme travaux requis à l'égard de n'importe quel claim du groupe.»

## Art. 77

L'article 79 de ladite loi, modifié par l'article 19 du chapitre 27 des lois de 1970, est de nouveau modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

«Cette disposition n'est applicable qu'à une superficie sous permis n'excédant pas quatre cent quatre-vingts hectares.»

## Art. 78

L'article 94 de ladite loi, modifié par l'article 11 du chapitre *(insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi n° 27)* des lois de 1977, est remplacé par le suivant:

«**94.** La superficie totale concédée par bail à une même personne pendant une période de douze mois ne doit pas dépasser quatre-vingt-dix hectares.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut cependant autoriser le ministre à augmenter cette superficie jusqu'à quatre cents hectares.»

#### Art. 79

L'article 97 de ladite loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

«De plus, le long d'un lac ou d'une rivière, il est réservé un chemin large de dix mètres qui est compris dans la réserve de cinq pour cent prévue à l'article 96.»

#### Art. 80

L'article 98 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**98.** La rente annuelle d'un bail minier est de deux dollars cinquante l'hectare et se paie d'avance chaque année.»

#### Art. 81

L'article 102 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**102.** Quand le ministre permet ainsi de retarder le début de l'exploitation, la rente annuelle est portée à cinq dollars l'hectare pour la troisième et la quatrième année, à sept dollars cinquante l'hectare pour la cinquième et la sixième, à dix dollars l'hectare pour la septième et la huitième, à douze dollars cinquante l'hectare pour la neuvième et la dixième, et à quinze dollars l'hectare par la suite.»

#### Art. 82

L'article 103 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**103.** Lorsque des terrains adjacents, n'excédant pas en tout deux mille hectares, ont été loués par baux miniers distincts à la même personne et peuvent être considérés comme une seule et même entreprise, le ministre peut permettre que l'exploitation requise soit concentrée sur l'un de ces terrains.»

#### Art. 83

L'article 116 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**116.** Celui qui sollicite une concession minière doit joindre à sa demande les documents exigés et le prix fixé, soit soixante-quinze dollars l'hectare.»

#### Art. 84

L'article 119 de ladite loi est modifié:

a) par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**119.** Toutes concessions minières autres que celles dont les lettres patentes ont été délivrées avant le 1<sup>er</sup> juillet 1911 sont assujetties à une taxe annuelle de deux dollars cinquante l'hectare.»;

b) par le remplacement du troisième alinéa par le suivant:

«Le ministre fait remise de cette taxe sur preuve que des travaux d'exploration ou d'exploitation minière d'un coût de vingt-cinq dollars l'hectare ont été faits sur chaque concession, ou suivant l'article 103.»

#### Art. 85

L'article 123 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**123.** Depuis le 15 mars 1928, les forces hydrauliques susceptibles d'un aménagement de cent dix kilowatts, ou plus, comprises dans une concession minière, sont réservées à la couronne avec de plus, depuis le 24 mai 1937, une réserve de vingt mètres de largeur de chaque côté desdites forces hydrauliques et toute réserve additionnelle que le lieutenant-gouverneur en conseil peut juger nécessaire à leur aménagement et utilisation.»

#### Art. 86

L'article 124 de ladite loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

«En bordure de ces lacs ou rivières, la couronne se réserve aussi un droit de chemin sur une lisière large de dix mètres qui est comprise dans la réserve de cinq pour cent.»

#### Art. 87

L'article 141 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**141.** Le territoire visé doit être compris à l'intérieur d'un seul périmètre et sa superficie ne doit pas dépasser vingt-cinq mille hectares.»

## Art. 88

L'article 142 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**142.** Le détenteur doit payer au ministre, avant le début de chaque année, une rente de huit cents l'hectare.»

## Art. 89

L'article 143 de ladite loi, modifié par l'article 9 du chapitre 36 des lois de 1968 et par l'article 29 du chapitre 27 des lois de 1970, est de nouveau modifié par le remplacement des paragraphes *a* à *e* du premier alinéa par les suivants:

*a*) première année: cinquante cents l'hectare, minimum trois mille dollars;

*b*) deuxième année: un dollar l'hectare, minimum six mille dollars;

*c*) troisième année: un dollar l'hectare, minimum neuf mille dollars;

*d*) quatrième année: deux dollars l'hectare, minimum douze mille dollars;

*e*) cinquième année: deux dollars cinquante l'hectare, minimum quinze mille dollars.»

## Art. 90

L'article 144 de ladite loi, modifié par l'article 10 du chapitre 36 des lois de 1968 et par l'article 30 du chapitre 27 des lois de 1970, est de nouveau modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

«Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, réduire jusqu'à concurrence de 75%, pour la première année, et de 50%, pour toute année subséquente, le montant de la rente et le coût des travaux requis quand une société ou corporation dûment autorisée à exercer ses activités au Québec détient au moins cinq permis contigus d'une superficie globale d'au moins cent mille hectares dans les districts électoraux de Rimouski, Matapédia, Matane, Gaspé, Bonaventure, Rivière-du-Loup, Témiscouata et les Îles-de-la-Madeleine, l'Île d'Anticosti, le fleuve et le golfe St-Laurent en front de ces districts, le territoire d'Abitibi et le Nouveau-Québec.»

## Art. 91

L'article 146 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**146.** Le ministre accorde le renouvellement sur paiement de la rente annuelle qui est alors de quarante cents l'hectare.»

#### Art. 92

L'article 147 de ladite loi, modifié par l'article 11 du chapitre 36 des lois de 1968 et par l'article 31 du chapitre 27 des lois de 1970, est remplacé par le suivant:

«**147.** Le détenteur doit, pendant la période de chaque renouvellement, effectuer ou faire effectuer, à la satisfaction du ministre, dans le territoire qui fait l'objet de son permis ou sur tout territoire voisin déterminé selon l'article 138, des travaux de recherche consistant en études géologiques ou géophysiques, en essais ou en forage de puits ou de trous de sondage, conformément aux règlements, au coût suivant: deux dollars cinquante l'hectare, minimum vingt mille dollars.»

#### Art. 93

L'article 151 de ladite loi, modifié par l'article 32 du chapitre 27 des lois de 1970, est de nouveau modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

«Toutefois le détenteur qui n'a pas fait les travaux requis durant la première année peut effectuer au cours de la deuxième année les travaux requis pour les deux années moyennant une rente supplémentaire de quinze cents l'hectare.»

#### Art. 94

L'article 154 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**154.** Les terrains ainsi groupés doivent être contigus ou situés en partie à l'intérieur d'un cercle de quarante kilomètres de rayon.»

#### Art. 95

L'article 155 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**155.** La superficie totale ne doit pas dépasser soixante-quinze mille hectares sauf dans un cas visé au second alinéa de l'article 144 où elle ne doit pas dépasser deux cent cinquante mille hectares.»

## Art. 96

L'article 163 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**163.** Le détenteur d'un permis de recherche a droit d'obtenir au besoin, sur demande écrite au ministre et paiement de quarante cents l'hectare, une prolongation suffisante pour que son permis demeure en vigueur six mois à compter du jour de la découverte de pétrole ou de gaz naturel en quantité commerciale.»

## Art. 97

L'article 168 de ladite loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

«La superficie ne doit pas être moindre de deux cents hectares, sauf du consentement du ministre, ni excéder deux mille hectares.»

## Art. 98

L'article 173 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**173.** Le détenteur doit verser au ministre avant le début de chaque année du bail une rente de deux dollars cinquante l'hectare en outre des redevances.»

## Art. 99

L'article 175 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**175.** Sur demande écrite, le ministre peut autoriser par écrit le détenteur de plusieurs baux d'exploitation à les grouper pour l'exécution de travaux de forage aux conditions suivantes:

a) que les terrains visés soient situés en entier ou en partie à l'intérieur d'un cercle de vingt kilomètres de rayon; et

b) que la superficie totale ne dépasse pas quatre mille hectares.»

## Art. 100

L'article 185 de ladite loi est modifié par le remplacement du paragraphe c par le suivant:

«c) que la superficie résiduelle soit d'au moins deux cents hectares, sauf autorisation spéciale.»



## Art. 101

L'article 239 de ladite loi, modifié par l'article 25 du chapitre 54 des lois de 1972, est de nouveau modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**239.** Le ministre des transports a plein pouvoir d'enlever sur l'emprise des chemins de mines et dans leur voisinage, le bois, la pierre, la terre, le gravier et le sable nécessaires à leur construction et entretien et d'abattre tous les arbres sur une distance de dix mètres des deux côtés de l'emprise, sans être tenu de payer aucune indemnité.»

## Art. 102

L'article 270 de ladite loi, modifié par l'article 25 du chapitre 36 des lois de 1968 et par l'article 24 du chapitre (*insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi n° 27*) des lois de 1977, est de nouveau modifié par le remplacement des paragraphes *a* et *b* du premier alinéa par les suivants:

«*a*) dans le territoire du Nouveau-Québec, avec les restrictions suivantes:

i) le territoire visé n'aura pas moins de soixante-cinq ni plus de quatre cents kilomètres carrés;

ii) la durée du permis ne dépassera pas dix ans;

iii) le loyer annuel ne sera pas moins de soixante dollars par kilomètre carré;

*b*) dans les dépôts d'alluvion par toute la province, avec les mêmes restrictions sauf quant à la superficie minimum du territoire visé, qui ne doit pas être moindre que deux kilomètres carrés.»

## Art. 103

L'article 1 de la Loi sur les biens culturels (1972, chapitre 19), modifié par l'article 98 du chapitre 14 des lois de 1975, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe *j* par le suivant:

«*j*) «aire de protection»: une aire dont le périmètre est à cent cinquante-deux mètres d'un monument historique ou d'un site archéologique classé;».

## Art. 104

Le gouvernement peut, par règlement, modifier un règlement d'application d'une loi pour y substituer des unités du système international de mesure (SI) aux unités canadiennes de mesure.

Aux fins du premier alinéa, un nombre peut être ajouté ou soustrait à l'unité de mesure substituée de façon à obtenir un nombre entier ou une unité de mesure simple.

#### Art. 105

Le gouvernement peut, par règlement, identifier les normes à être appliquées pour assurer, dans les ministères et les organismes au gouvernement, l'utilisation correcte du système international d'unités (SI) et d'autres unités courantes et fixer la date à compter de laquelle ces normes seront applicables.

#### Art. 106

Un règlement adopté en vertu des articles 104 ou 105 entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec* ou à toute date ultérieure qui y est fixée.

#### Art. 107

Le ministre de l'industrie et du commerce est responsable de l'application de la présente loi.

#### Art. 108

La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction, à l'exception des articles 26 à 33 qui entreranno en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1978 et des articles 16, 18 et 19 qui entreranno en vigueur à la date fixée par proclamation du gouvernement.